



Autorité de Régulation des Communications  
Electronique et des Postes

**Monsieur Jean-Claude MALLET**

*Président*

7 Square Max Hymans

75730 Paris Cedex 15

Réf : VL/09-002

Paris, le 23 mars 2009

**Objet : Réponse à la consultation publique portant sur les modalités de mise en œuvre de la portabilité de numéros fixes et l'acheminement des communications à destination des numéros portés fixes.**

Monsieur le Président,

SFR remercie l'Autorité pour l'opportunité qui lui est donnée d'exprimer à nouveau son point de vue concernant les modalités de mise en œuvre de la portabilité de numéros fixes et l'acheminement des communications à destination des numéros portés fixes.

SFR a déjà eu en effet l'occasion de se prononcer sur ce sujet dans le cadre des groupes de travail organisés sous l'égide de l'Autorité.

En tant que membre fondateur de l'association portabilité fixe, SFR tient à réaffirmer sa volonté d'aboutir à un processus fluide conforté par un dispositif de l'Autorité clair et lisible pour le client final.

Dans le cadre de la présente contribution, SFR tient donc à rappeler ses positions et ses commentaires, en particulier sur le projet de décision de l'Autorité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Bien cordialement,*

**Arnaud LUCAUSSY**

Directeur de la Réglementation et des  
Etudes Economiques

**CONSULTATION PUBLIQUE**

**Février 2009**

**Consultation publique  
portant sur les modalités de mise en œuvre  
de la portabilité de numéros fixes  
et l'acheminement des communications  
à destination des numéros portés fixes et mobiles**

---

**Contributeur**

**Nom : SFR**

**Activité : Opérateur**

**ARCEP**  
*www.arcep.fr*

**AUTORITÉ DE RÉGULATION**  
*des Communications électroniques  
et des Postes*



SFR remercie l'Autorité pour l'opportunité qui lui est donnée d'exprimer à nouveau son point de vue concernant les modalités de mise en œuvre de la portabilité de numéros fixes et l'acheminement des communications à destination des numéros portés fixes.

SFR a déjà eu en effet l'occasion de se prononcer sur ce sujet dans le cadre des groupes de travail organisés sous l'égide de l'Autorité.

En tant que membre fondateur de l'association portabilité fixe, SFR tient à réaffirmer sa volonté d'aboutir à un processus fluide par le biais d'une décision de l'Autorité claire et lisible pour le client final.

Dans le cadre de la présente contribution, SFR tient donc à rappeler ses positions et ses commentaires, en particulier sur le projet de décision de l'Autorité proposé en annexe.

**Q.1 : Les parties intéressées sont invitées à adresser leurs remarques concernant la mise à disposition de l'information relative à la durée d'engagement et ses modalités de mise en œuvre.**

Cette nouvelle obligation équivaut à étendre le bénéfice de l'art. L 121-84-3 du Code de la Consommation aux abonnés autres que consommateurs. La loi Chatel n'impose rien concernant les abonnés d'une offre Entreprises. Par ailleurs, la décision de l'Autorité concernant la portabilité des numéros mobiles n'évoque une telle obligation que pour les clients Grand Public et non pour les clients Entreprises (art.5 de la décision 06-0381) pour lesquels seule une mise à disposition du RIO doit se faire sous forme électronique. SFR demande donc la suppression de cette disposition.

**Q.2 : Les parties intéressées sont invitées à adresser leurs remarques concernant la mise à disposition d'information relative à l'identification de l'installation et ses modalités de mise en œuvre.**

SFR précise que les informations relatives à l'identification de la ligne dans le cas d'un portage sont :

- le numéro d'appel
- le titulaire du contrat
- le NDI de référence technique associé et dans les cas d'un client Entreprise les SDA associés
- le préfixe d'acheminement de l'OPD

**Q.3 : Les parties intéressées sont invitées à adresser leurs remarques concernant les critères d'éligibilité d'une demande de portabilité et notamment le cas particulier des demandes relatives à des numéros de services à valeur ajoutée.**

SFR précise que les numéros résiliés ne peuvent pas être éligibles à la portabilité de numéros. Il convient donc de remplacer à la page 17/48 du projet de décision de l'Autorité en annexe le titre du paragraphe « Numéros résiliés ou suspendus » par « Numéros suspendus ».

**Q.4 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant l'opportunité de la mise en place à terme d'un relevé d'identité opérateur (RIO) associé aux numéros fixes, notamment en ce qui concerne son principe, son calendrier de mise en œuvre et ses modalités de mise à disposition auprès des abonnés.**

SFR tient à souligner qu'une étude sur ce point doit être menée en collaboration avec le SHD car un RIO n'apparaît pas aussi fiable que dans le mobile, ne résout pas tous les problèmes d'identification des accès dans le fixe. Il faut noter que les écrasements à tort aujourd'hui sont générés par des commandes de dégroupage et non par des portabilités simples.

Dans tous les cas, la mise en place d'un RIO ne pourrait s'envisager sans un travail sur l'identification des accès.

SFR tient toutefois à préciser qu'elle est favorable à la mise en place d'un RIO à moyen terme. Reste cependant la question de sa diffusion car il ne faut pas que cela devienne un frein à la vente ou un moyen de rétention client.

La mise en place d'un RIO nécessiterait également une refonte totale de l'ensemble des SI internes et inter-opérateurs.

**Q.5 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant l'analyse de l'Autorité en ce qui concerne les délais de mise en œuvre de la portabilité et l'information de l'abonné relative à la date et l'heure du portage, notamment en ce qui concerne les abonnés entreprise.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.6 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant l'analyse de l'Autorité relative à la synchronisation entre l'établissement du service par l'opérateur receveur et le portage du numéro.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.



**Q.7 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs autres commentaires éventuels concernant l'analyse et les propositions de l'Autorité en termes de processus de portabilité des numéros fixes du point de vue des abonnés.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.8 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la description des opérateurs concernés par le traitement d'une demande de portabilité.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.9 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant les échanges entre les opérateurs relatifs au traitement d'une demande de portabilité des numéros fixes et notamment, la mise à disposition des coordonnées du guichet unique opérateur.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.10 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant les modalités d'échanges entre les opérateurs relatifs à l'identification de l'installation dans le cas d'un abonné grand public et dans le cas d'un abonné entreprise.**

SFR est en accord avec la décision sur ce point mais souhaiterait que soit précisé le NDI de référence et, dans le cas d'un client entreprise, l'ensemble des SDA associés à ce NDI de référence.

**Q.11 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la modalité de la portabilité partielle concernant un abonné entreprise.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.12 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la capacité des opérateurs à traiter une demande de portabilité partielle d'un abonné grand public, en tant qu'opérateur donneur et en tant qu'opérateur receveur, mais également leur capacité à conserver plusieurs numéros pour un même abonné grand public.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.13 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant les délais liés à la transmission par l'opérateur receveur aux opérateurs concernés des informations nécessaires au traitement de la demande, en ce qui concerne un abonné grand public et un abonné entreprise.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.14 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant les modalités de validation de la demande de portabilité par l'opérateur donneur, notamment en ce qui concerne les délais de transmission de la réponse pour un abonné grand public et pour un abonné entreprise.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.15 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la durée maximale d'interruption de service, ainsi que ses modalités de mise en vigueur.**

SFR propose de garder les 4 heures d'interruption de service et de laisser l'actuelle rédaction de la décision sur ce point.

**Q.16 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs autres commentaires éventuels concernant l'analyse et les propositions de l'Autorité en termes de processus de portabilité des numéros fixes du point de vue des opérateurs.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.17 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la mise à disposition par l'opérateur receveur des informations relatives à l'acheminement des numéros portés ainsi que les délais associés et ses modalités de mise en vigueur.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.18 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant la qualité de service relative à l'acheminement des communications à destination des numéros portés fixes et mobiles, notamment en ce qui concerne les délais associés et ses modalités de mise en vigueur.**

SFR est en accord avec les délais proposés dans le projet de décision de l'Autorité.

**Q.19 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs commentaires concernant les réflexions de l'Autorité relative à la généralisation à long terme du routage direct à destination des numéros portés fixes et mobiles.**

SFR pense que l'obligation de routage direct par crainte de voir des OPA disparaître paraît exagérée, d'autant plus que cette problématique pourrait se résoudre par la mise en place d'une prestation de reprise des tranches dudit OPA par un autre OPA existant.

SFR considère également comme important de garantir la qualité de service de ses clients finaux pour l'accessibilité à l'ensemble des numéros portés. Or un moyen efficace de la garantir est bien de passer par un mode de routage indirect temporaire via l'OPA.

**Q.20 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs autres commentaires éventuels concernant les réflexions de l'Autorité relative à l'acheminement des communications à destination des numéros portés.**

Les éventuelles modifications apportées sur ce point par SFR le sont directement dans le projet de décision annexé.

**Q.21 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs suggestions éventuelles, relatives à des aspects qui nécessiteraient d'être précisés, relatifs à la portabilité des numéros fixes et/ou l'acheminement des communications à destination des numéros portés fixes et mobiles.**

SFR ne voit pas d'autre point à aborder.

**Q.22 : Les parties intéressées sont invitées à faire part de leurs propositions éventuelles de modification des articles du projet de dispositif, présenté en annexe.**

SFR propose ses modifications ci-après intégrées au texte du projet de décision de l'Autorité.

De façon générale, SFR considère que le futur dispositif doit se cantonner aux numéros fixes, les numéros mobiles faisant déjà l'objet d'une décision *ad hoc*.

## VI. Annexe n°1 : projet de dispositif

Projet de dispositif relatif « aux modalités de la portabilité des numéros fixes et à l'acheminement des communications à destination des numéros portés ~~fixes et mobiles~~ » en vertu de l'article L. 36-6 du code des postes et des communications électroniques

### CHAPITRE I : DEFINITIONS

#### Article 1 : Définitions

Pour l'application de la présente décision, on entend par :

**Commentaire [v1] :** SFR considère que le dispositif doit se cantonner aux numéros fixes, les numéros mobiles faisant déjà l'objet d'une décision *ad hoc*.

~~1°) Numéro mobile : numéro non géographique employé pour la fourniture d'un service de communications interpersonnelles mobiles, tel que défini par les décisions de l'Autorité relatives au plan national de numérotation.~~

2°) Numéro fixe : numéro interpersonnel géographique ou non géographique ~~qui n'est pas un numéro mobile~~, tel que défini par les décisions de l'Autorité relatives au plan national de numérotation.

~~3°) Opérateur : personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques.~~

**Commentaire [v2] :** SFR rappelle que la notion d'opérateur est déjà définie dans le CPCE

4°) Opérateur fixe : ~~opérateur attributaire de numéros fixes ou bénéficiant d'une mise à disposition de tels numéros et/ou affectant à ses abonnés des numéros fixes.~~

personne physique ou morale exploitant un réseau de communications électroniques ouvert au public ou fournissant au public un service de communications électroniques de nature fixe.

**Commentaire [v3] :** SFR précise que la définition proposée par l'Autorité est plus large que celle du CPCE, qui doit être la seule valide.

~~5°) Opérateur mobile : opérateur attributaire de numéros mobiles ou bénéficiant d'une mise à disposition de tels numéros et/ou affectant à ses abonnés des numéros mobiles.~~

6°) Abonné fixe : personne physique ou morale ayant souscrit au service fourni par un opérateur fixe et à laquelle a été affecté un ou plusieurs numéros fixes. Les abonnés fixes se répartissent en deux catégories, les abonnés entreprise et les abonnés grand public.

7°) Abonné entreprise : tout abonné fixe ayant souscrit à une offre fixe entreprise, ainsi que tout abonné fixe identifié par un numéro SIREN.

8°) Offre fixe entreprise : toute offre de services fixes non accessible à d'autres entités que les entreprises, associations ou entités publiques.

9°) Abonné fixe identifié par un numéro SIREN : tout abonné disposant d'un numéro SIREN (Système d'Identification du Répertoire des Entreprises) enregistré par l'opérateur fixe dans sa base de données des abonnés.

10°) Abonné grand public : tout abonné fixe ne répondant pas à la définition de l'abonné entreprise.

11°) Portabilité ou conservation d'un numéro fixe : droit pour un abonné fixe, lorsqu'il change d'opérateur fixe, de conserver son numéro fixe auprès de son nouvel opérateur fixe.

12°) Opérateur attributaire : opérateur fixe à qui a été attribué le numéro fixe objet de la demande de conservation du numéro, conformément aux décisions de l'Autorité relatives au plan national de numérotation.

13°) Opérateur receveur : opérateur fixe auprès duquel l'abonné souscrit ~~contrat et vers lequel le numéro fixe est porté~~ un nouveau contrat et vers lequel le numéro fixe est porté.

14°) Opérateur donneur : opérateur fixe à partir duquel le numéro fixe est porté.



15°) Portage du numéro : opération par laquelle l'opérateur donneur désactive le numéro dans son système d'information, l'opérateur receveur active le même numéro dans son système d'information et l'opérateur attributaire prend acte de cette situation et met à jour son propre système d'information.

16°) Date convenue de portabilité : date et heure demandées par l'opérateur receveur pour l'activation de la portabilité ou date et heure négociées entre l'opérateur receveur et l'opérateur donneur, sans préjudice des droits de l'abonné fixe.

17°) Préfixe de routage : préfixe de portabilité des numéros fixes défini dans les décisions de l'Autorité relatives au plan national de numérotation et identifiant l'équipement de commutation ou de routage de l'opérateur receveur vers lequel le numéro est porté.

18°) Numéro fixe actif : tout numéro fixe affecté ou réservé à un abonné fixe, activé dans le réseau de l'opérateur, y compris lorsque le service fourni fait l'objet d'une suspension temporaire du fait de l'opérateur fixe ou à la demande de l'abonné fixe.

19°) Numéro fixe inactif : tout numéro fixe qui n'est pas un numéro fixe actif.

20°) Numéro réservé : numéro affecté à l'abonné fixe, pour lequel il a la possibilité de demander une activation ultérieure dans le réseau de son opérateur fixe.

## CHAPITRE II : PRINCIPES GENERAUX

### Article 2 : Dispositions générales

Les opérateurs fixes mettent à disposition de leurs abonnés fixes les informations nécessaires à l'exercice de leur droit à conserver leur numéro fixe.

La demande de conservation du numéro fixe est adressée par l'abonné fixe à l'opérateur receveur. Cette demande ne peut être qu'accessoire à la souscription d'un contrat de service de communications électroniques auprès de l'opérateur receveur. Elle vaut demande de résiliation du contrat qui lie l'abonné fixe à l'opérateur donneur, en ce qu'il concerne le numéro porté. Cette résiliation est conditionnée au portage effectif du numéro fixe, objet de la demande de portabilité.

L'opérateur receveur s'assure de la capacité du demandeur à exercer son droit à conserver un numéro fixe.

Avant d'accepter la demande, l'opérateur receveur informe le demandeur des conséquences du portage effectif du numéro fixe et de la possible inéligibilité de sa demande.

L'opérateur receveur est l'interlocuteur unique de l'abonné fixe concernant la demande de conservation du numéro fixe et son suivi. Cet opérateur se charge pour le compte de l'abonné fixe des modalités de mise en oeuvre de la conservation du numéro auprès des opérateurs concernés jusqu'à la résiliation par l'opérateur donneur du contrat qui le lie à l'abonné fixe, en ce qu'il concerne le numéro porté. L'abonné fixe demeure le seul responsable de la bonne exécution de ce contrat.

### Article 3 : Inéligibilité de la demande de conservation du numéro fixe

I. L'opérateur receveur ne peut refuser la demande de l'abonné fixe de conservation du numéro fixe que dans les cas suivants :

-Incapacité du demandeur : la demande de portage doit être présentée par le titulaire du contrat en ce qu'il concerne le numéro fixe objet de la demande, ou par une personne dûment mandatée par celui-ci ;

-Demande incomplète ou contenant des informations erronées : la demande de portage doit comporter l'ensemble des informations nécessaires, soit :

~~-et notamment le numéro fixe objet de la demande ;~~

- Le numéro fixe objet de la demande ;
- le titulaire du contrat ;
- le NDI de référence technique associé et dans les cas d'un client entreprise les SDA associés ;
- le préfixe d'acheminement de l'OPD.



-Non respect des règles de gestion du plan national de numérotation : la demande de portage doit notamment respecter certaines contraintes géographiques, notamment le respect des ZNE.

Il relève de la responsabilité de l'opérateur receveur de vérifier l'exactitude de la demande formulée par le titulaire du contrat ou par son mandataire.

II. L'opérateur donneur ne peut refuser la demande de portage présentée par l'opérateur receveur au nom de l'abonné fixe que dans les cas suivants :

-Données incomplètes ou erronées : la demande de portage doit comporter le numéro fixe objet de la demande l'ensemble des informations nécessaires, soit :

- Le numéro fixe objet de la demande ;
- le titulaire du contrat ;
- le NDI de référence technique associé et dans les cas d'un client entreprise les SDA associés ;
- le préfixe d'acheminement de l'OPD ;

-Numéro fixe inactif au jour du portage: la demande de portabilité doit porter sur un numéro actif au jour du portage ;

-Numéro fixe faisant déjà l'objet d'une demande de portabilité non encore exécutée.

~~Lorsqu'il refuse une demande de portage pour l'un de ces motifs, l'opérateur donneur indique à l'opérateur receveur sur quel motif il fonde son refus.~~

III. En cas d'incident technique impliquant un report dans l'exécution du portage par rapport à la date convenue de portabilité, l'éligibilité de la demande n'est pas remise en cause par ce report.

### CHAPITRE III : OBLIGATIONS D'INFORMATION A L'ABONNE FIXE

#### Article 4 : Obligations de mise à disposition d'information par les opérateurs fixes

I. Les opérateurs fixes mettent à disposition de leurs abonnés fixes grand public l'information relative à la durée d'engagement restant à courir ou la date de fin de la durée minimale d'engagement lorsque le contrat en vigueur liant l'abonné fixe grand public à l'opérateur fixe inclut une telle clause et que celle-ci n'est pas échue. Cette information est mise à disposition conformément à l'article L. 121-84-3 du code de la consommation ~~notamment lorsque celui-ci s'applique ou sous forme électronique par le biais d'espaces clients accessibles par le réseau internet, lorsqu'ils existent.~~

II. Les opérateurs fixes mettent à disposition de leurs abonnés fixes les informations relatives à l'identification de leur installation et nécessaires au portage du numéro :

- en ce qui concerne un abonné grand public, l'information permettant l'identification de l'installation associée au numéro fixe objet de la demande ;
- en ce qui concerne un abonné entreprise, l'information permettant l'identification de son installation et la liste exhaustive des numéros fixes qui lui ont été affectés ou réservés dans le cadre de son contrat auprès de l'opérateur donneur.

Ces informations peuvent être mises à disposition soit sous forme électronique par le biais d'espaces clients accessibles par le réseau internet, lorsqu'ils existent, soit par une mention sur le support de facturation correspondant à l'installation concernée.

III. La mise à disposition de ces informations par les opérateurs fixes est gratuite.

IV. En tout état de cause, l'opérateur donneur fait droit aux demandes des opérateurs receveurs concernant l'obtention des informations décrites au II. du présent article dans le cadre d'une demande de conservation du numéro fixe.

#### Article 5 : Obligations d'information de l'abonné fixe par l'opérateur receveur

I. Avant d'accepter la demande de conservation du numéro, l'opérateur receveur informe notamment l'abonné fixe des modalités et conséquences de sa demande de portabilité :

**Commentaire [v4] :** SFR pense que seul le client a vocation à connaître les motifs de refus qui lui sont opposés.

**Commentaire [v5] :** SFR: constate que cette obligation équivaut à étendre le bénéfice de l'art. L 121-84-3 du Code de la Consommation aux abonnés autres que consommateurs. La loi Chatel n'impose rien concernant les abonnés d'une offre Entreprise. Par ailleurs, la décision PNM n'évoque une telle obligation que pour les clients Grand Public et non pour les clients Entreprise (art.5 de la décision 06-0381) pour lesquels seule une mise à disposition du RIO doit se faire sous forme électronique.

-Le droit à la portabilité est acquis sous réserve du respect des critères d'éligibilité, notamment le numéro fixe objet de la demande doit toujours être actif le jour du portage ;

-La demande de portabilité du numéro fixe vaut demande de résiliation du contrat de l'abonné auprès de l'opérateur donneur, en ce qu'il concerne le numéro fixe porté ;

-La demande de portabilité d'un numéro fixe concerne exclusivement la conservation du numéro fixe et non pas des services dont bénéficiait l'abonné auprès de son opérateur ;

- La résiliation du contrat de fourniture de service de communications électroniques, en ce qu'il concerne le numéro fixe porté, prend effet avec le portage effectif du numéro fixe, sans préjudice des dispositions contractuelles relatives aux durées minimales d'engagement.

II. L'opérateur receveur informe le demandeur de la date et heure prévues pour le portage effectif du numéro fixe, sous réserve de la communication par France Telecom de la date précise d'activation de l'accès ADSL sur la ligne téléphonique fixe de l'abonné fixe.

III. Lorsque l'opérateur donneur notifie un cas d'inéligibilité de la demande de conservation du numéro fixe, l'opérateur receveur en informe l'abonné fixe dans les meilleurs délais, en lui précisant le motif d'inéligibilité opposé.

#### CHAPITRE IV : DELAIS DE PORTABILITE ET OBLIGATIONS DE QUALITE DE SERVICE

##### Article 6 : Délai de mise en oeuvre de la demande de portabilité

Le portage effectif du numéro intervient dans un délai maximum de dix jours calendaires, sauf demande expresse de l'abonné fixe. Pour les abonnés entreprise, ce délai est sans préjudice du délai d'établissement de l'accès au service de communications électroniques en l'absence de conservation du numéro.

##### Article 7 : Délais inter-opérateurs concernant le traitement de la demande de portabilité

I. Une fois qu'il a accepté une demande de conservation du numéro fixe, l'opérateur receveur transmet à l'opérateur donneur dans les meilleurs délais et [au plus tard cinq jours ouvrés avant la date convenue de portabilité] pour les abonnés grand public et [au plus tard sept jours ouvrés avant la date convenue de portabilité] pour les abonnés entreprise.

II. Une fois qu'il a reçu une demande de conservation du numéro, l'opérateur donneur confirme l'éligibilité et la date convenue de portabilité à l'opérateur receveur dans les meilleurs délais et [au plus tard dans les trois jours ouvrés qui suivent la date de réception de la demande] pour les abonnés grand public et [au plus tard dans les cinq jours ouvrés qui suivent la date de réception de la demande] pour les abonnés entreprise.

III. Les opérateurs concernés par une opération de portage mettent en oeuvre les procédures communes nécessaires au respect du présent article.

##### Article 8 : Délais de mise à disposition par l'opérateur receveur des informations relatives aux numéros fixes portés

I. Une fois qu'il a accepté une demande de conservation du numéro, l'opérateur receveur met à disposition les informations relatives à la mise en oeuvre de la conservation du numéro fixe auprès des opérateurs [dans les meilleurs délais et au plus tard dès la validation de la date convenue de portabilité avec l'opérateur donneur] Ces informations sont destinées à l'ensemble des opérateurs de communications électroniques à des fins d'acheminement des appels à destination des numéros fixes portés ; elles précisent notamment le préfixe de routage associé au numéro fixe objet de la demande et la date convenue de portabilité.



II. L'opérateur receveur informe également les opérateurs du suivi de la mise en ~~oeuvre~~œuvre de la portabilité [dans des délais compatibles avec l'obligation de qualité de service relative à l'acheminement des communications à destination des numéros portés], ~~précisée à l'article 14 du présent dispositif~~.

III. Le présent article entre en vigueur le [1er janvier 2010].

#### **Article 9 : Obligation de qualité de service le jour du portage**

I. Le jour du portage effectif du numéro, les opérateurs fixes prennent toutes les dispositions nécessaires pour que l'interruption de service en émission ou en réception soit la plus courte possible pour l'abonné fixe.

II. Le jour du portage effectif du numéro, l'interruption de service en émission ou en réception ne peut être supérieure à [quatre heures], à compter du [1er janvier 2010].

III. Les opérateurs concernés par une opération de portage mettent en ~~oeuvre~~œuvre les procédures communes nécessaires au respect du présent article.

### **CHAPITRE V : SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET AUTRES OBLIGATIONS S'IMPOSANT AUX OPERATEURS**

#### **Article 10 : Mise à disposition d'un guichet unique opérateur pour le traitement des demandes de portabilité des numéros fixes**

Les opérateurs fixes mettent à disposition des opérateurs les coordonnées de leur guichet unique pour le traitement des demandes de portabilité des numéros fixes en relation avec les opérateurs. Ces informations sont précisées dans les conventions opérateurs relatives à la portabilité des numéros fixes. En tout état de cause, elles sont disponibles sur simple demande formulée par un opérateur.

#### **Article 11 : Modalités d'intervention d'une entité commune de portabilité des numéros fixes**

Les opérateurs fixes peuvent recourir à une entité commune de la portabilité des numéros fixes pour faciliter l'échange de flux d'information entre opérateurs ~~fixes~~ et tiers dans la mesure où les prestations fournies sont conformes aux obligations des opérateurs fixes résultant du code des postes et des communications électroniques et des décisions administratives qui en découlent.

Dans ce cas, les opérateurs fixes veillent à ce que les prestations fournies par l'entité commune respectent notamment les principes de reflet des coûts et de non-discrimination et ne créent pas d'obstacle artificiel au libre exercice d'une concurrence loyale entre opérateurs.

#### **Article 12 : Annulation d'une demande de portabilité par l'opérateur receveur**

Seul l'opérateur receveur peut annuler une demande de portabilité auprès de l'opérateur donneur sur mandat de l'abonné fixe. Dans ce cas, la demande de résiliation du contrat ou du service entre l'abonné fixe et l'opérateur donneur, en ce qu'il concerne le numéro, est également annulée.

#### **Article 13 : Traitement des informations par l'opérateur donneur**

~~Suite à une demande de portabilité. L'~~opérateur donneur ne peut, ~~suite à une demande de portabilité~~, informer ses services commerciaux de la résiliation du contrat de l'abonné fixe avant envoi de sa confirmation de l'éligibilité de la demande à l'opérateur receveur. ~~suite à l'accusé de réception de la demande de portabilité de l'opérateur donneur à l'opérateur receveur.~~

**Commentaire [v6] :** SFR pense qu'il n'y a pas d'intérêt à préciser ce point qui rappelle les dispositions figurant déjà dans les conventions inter-opérateurs.

### **CHAPITRE VI : ACHEMINEMENT DES COMMUNICATIONS A DESTINATION DES NUMEROS PORTES FIXES ET MOBILES**



**Article 14 : Obligation de qualité de service relative à l'acheminement des communications à destination des numéros portés**

I. Les opérateurs prennent toutes les dispositions nécessaires pour que l'acheminement des communications à destination des numéros portés se fasse dans les mêmes conditions de qualité de service que pour les communications à destination des numéros non portés, sous réserve du délai maximum d'interruption de service lié à la mise en oeuvre de la portabilité.

II. A compter du [1er janvier 2010], l'acheminement des communications à destination des numéros portés se fait dans les mêmes conditions de qualité de service que pour les communications à destination des numéros non portés, sous réserve du délai maximum d'interruption de service lié à la mise en oeuvre de la portabilité.

III. Cette obligation s'applique aux communications à destination de l'ensemble des numéros fixes et mobiles.

**CHAPITRE VII : APPLICATION**

**Article 15 : Champ d'application**

La présente décision s'applique aux opérateurs fixes sur le territoire métropolitain, les départements d'outremer, les collectivités et territoires de Mayotte, Saint Martin et Saint Barthélémy.

~~L'article 14 de la présente décision s'applique à tous les opérateurs sur le territoire métropolitain, les départements d'outremer, les collectivités et territoires de Mayotte, Saint Martin et Saint Barthélémy.~~

**Article 16 : Entrée en vigueur**

La présente décision entre en vigueur à compter de sa publication au Journal officiel de la République française, après son homologation par le ministre chargé des communications électroniques.

**Article 17 : Exécution**

Le directeur général de l'Autorité est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Française, après son homologation par le ministre chargé des communications électroniques.

**Commentaire [v7] :** SFR pense que cette précision est superflue car le dispositif concerne le seul processus lié aux numéros fixes. Cette précision apparaît en outre confuse et inutile car les obligations qui y sont décrites relèvent du droit commun.